



Jacques Leclercq (63), consultant international, président du groupe X-Nucléaire

D.R.

Le renouveau du nucléaire

LE CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE et climatique est aujourd'hui favorable à une relance du développement de l'énergie électrique nucléaire : après vingt ans de pause dans les pays occidentaux, l'ambiance n'est plus au « nucléaire honteux ». Désormais on peut considérer que cette forme d'énergie est, à nouveau, incontournable, même si le nucléaire ne produit que 17 % de l'électricité mondiale, et seulement 7 % de l'énergie primaire consommée dans le monde.

Il est difficile de préjuger de l'ampleur de cette relance, mais on peut estimer que 300 GW (environ 200 réacteurs type EPR) devront être mis en service d'ici à 2030, ce qui suppose qu'ils doivent être décidés sur les quinze ans à venir, puisqu'il faut un peu moins de cinq ans pour réaliser de tels ouvrages. Ces 300 GW, en remplacement pour la moitié et accroissement de capacité pour l'autre moitié, ne sont pas irréalistes (certaines prévisions vont bien au-delà) même si l'on prend en compte les possibles augmentations de puissance du parc existant (sans doute inférieures au total à 3 %) et les vraisemblables extensions de durée de vie (dix à vingt ans selon les cas). Globalement, les investissements de production d'électricité nucléaire au niveau mondial d'ici 2030 ne représentent pas plus de 10 % des investissements totaux ; ce sont pourtant des investissements considérables pour les compagnies d'électricité nucléaire (sans doute plus de 800 milliards d'euros pour la capacité estimée ci-dessus) ; ceux-ci devront être consentis d'une manière ou d'une autre par les trente pays capables de se doter de ce type d'énergie. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de monter des financements, il faut à nouveau mettre l'industrie en état de pouvoir atteindre ces objectifs, que ce soit pour fabriquer les gros composants, mais aussi pour renouveler et accroître les ressources humaines.

Cette « relance », même si elle n'est pas encore acquise partout, concerne essentiellement l'Asie (avec la Chine et l'Inde), la Russie et les États-Unis dont les programmes-projets représentent environ 80 % des intentions exprimées. La « Grande Europe » (les 27, la Norvège, la Suisse ainsi que l'Ukraine et la Turquie), avec 150 GW installés, représente presque 45 % du parc mondial. À ce jour, le Royaume-Uni, l'Italie et de nombreux pays d'Europe centrale ont annoncé d'ambitieux plans de développement. Mais d'autres pays, notamment ceux qui n'ont pas encore levé leurs décisions de « sortir du nucléaire », sauront-ils surmonter leurs préventions pour prendre les décisions appropriées ? Si ce n'était le cas, on peut craindre que les risques de défaillance de réseau, en clair de « black-out », ne se concrétisent assez rapidement (2015 ?) et, en tout état de cause, bien avant 2030.

La France a la chance d'être particulièrement bien armée pour jouer un rôle majeur dans ce renouveau : le dynamisme de son industrie, l'ambition de ses programmes de recherche et l'expérience des exploitants de centrales sont des atouts essentiels pour notre pays. Encore faut-il continuer à attirer les nouveaux talents dont cette industrie a besoin au moment où les départs en retraite s'accroissent (un tiers des effectifs cesse son activité entre 2010 et 2015 à Électricité de France) et les recrutements s'amplifient (Areva, par exemple, a recruté plus de mille ingénieurs en 2008). Le groupe X-Nucléaire récemment réactivé voit dans ce dossier l'opportunité non seulement de présenter un état des lieux de la question, mais aussi l'occasion de motiver nos camarades, les plus jeunes comme ceux à l'expérience professionnelle plus affirmée, à rejoindre cette industrie porteuse d'avenir. ■